

Le rapport qui fait monter les surenchères

Par LÉNA LEBOUTEILLER et GURVAN KRISTANADJAA

Actualités

«Entrisme» Frères musulmans, l'épouvantail utile

Après le «séparatisme», l'«entrisme» frériste. Voici un nouveau sujet de lutte, hautement politique, pour le gouvernement, réuni en Conseil de défense mercredi à l'Elysée, le jour même de la publication d'un rapport intitulé «Frères musulmans et islam politique en France». Le président de la République, Emmanuel Macron, saisi par «la gravité des faits établis», a demandé au Premier ministre, François Bayrou, et à son équipe de formuler de «nouvelles propositions» pour un prochain Conseil de défense début juin, a fait savoir l'Elysée. Le rapport, commandé il y a un an, devrait être rendu public d'ici la fin de cette semaine. Ses auteurs, un préfet et un ex-ambassadeur, ont mené au cours des derniers mois 200 auditions, se sont rendus dans dix départements français et ont visité quatre pays différents.

Dans le document de 76 pages, ils décrivent le développement d'un islamisme «par le bas». «Les membres [des Frères musulmans, ndlr] investissent fortement l'échelon local pour y faire progresser leur agenda et consolider leurs écosystèmes», avancent-ils, après un rappel historique sur ce mouvement né en Egypte en 1928, porteur d'un islam politique conservateur, et interdit dans plusieurs pays. En France, les auteurs décrivent une «pression croissante, parfois violente, auprès des exécutifs locaux», plaçant «des élus en première ligne». «Cette diffusion de l'islamisme municipal par le bas constitue une menace à court/moyen terme, qui accrédi-terait l'avènement de véritables territoires confisqués», martèle le rapport, à moins d'un an des prochaines élections municipales.

Associations caritatives

Outre les élus, les écoles constituent, selon le rapport, la «priorité de la branche française» des Frères musulmans : «21 établissements [confessionnels musulmans, ndlr] étaient identifiés comme liés à la mouvance des Frères musulmans» en septembre 2023. Cela représenterait «4 200 élèves» sur les 12 millions que compte le pays, majoritairement scolarisés dans les académies de Versailles, Créteil et Lille. Les écoles coraniques seraient 114 à être «rattachées à la mouvance frériste». Les auteurs encouragent d'ailleurs à développer l'apprentissage de l'arabe dans les écoles publiques pour «ne plus en laisser le monopole» aux Frères musulmans.

L'influence de la mouvance frériste s'étendrait à d'autres pans de la société. Le rapport évoque pêle-mêle des associations caritatives comme Humani-Terre, visée par une enquête pour financement du terrorisme, et des associations sportives, principalement dans «le football, le basket et les sports de combat». «En 2020, 127 associations sportives étaient identifiées comme “ayant une relation avec l'islamisme séparatiste”, rassemblant 65 000

adhérents», indique le rapport, tout en nuancant : «Ce chiffre peut paraître modeste au regard des 156 000 structures sportives recensées au plan national et de leurs 16,5 millions de licenciés.»

Pourquoi les Frères musulmans s'intéresseraient-ils à l'Europe ? A en croire le rapport, l'organisation a perdu de son influence en Egypte, tout comme en Tunisie, au Maroc, ou en Jordanie. L'Europe, dès lors, serait apparue comme un «poumon» où mener une «stratégie d'influence, voire d'entrisme». Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, lui, estime que «l'objectif ultime» des Frères musulmans «est de faire basculer toute la société française dans la charia». «La priorité de la mouvance est recentrée sur le culte. Il n'y a pas d'agenda caché pour instaurer un califat en Europe», rétorque Franck Frégosi, directeur de recherches au CNRS et auteur de *Gouverner l'islam en France* (Seuil, 2025). Auditionné lors de l'élaboration du rapport, il appelle à la prudence quant à la force de frappe de la mouvance frériste, notamment en France, dont les cadres sont âgés et en voie de notabilisation. «Ils sont plutôt dans une phase d'essoufflement, juget-il. [Les dirigeants] baissent la tête car ils ont compris qu'il y avait une volonté d'en découdre avec tout ce qui s'apparenterait de près ou de loin aux Frères musulmans.»

Dans le viseur du rapport figure notamment l'organisation Musulmans de France, héritière de l'Union des organisations islamiques en France (UOIF), qualifiée de «principale émanation des Frères en France». Les auteurs affirment que 139 lieux lui sont affiliés, soit 7 % des 2 800 lieux de culte musulman répertoriés dans l'Hexagone, rassemblant quelque «91 000 fidèles le vendredi». «Nous rejetons fermement toute allégation qui tenterait de nous associer à un projet politique étranger, ou à une stratégie d'«entrisme»», s'est défendue l'association Musulmans de France dans un communiqué, pointant des «amalgames dangereux» et des «accusations infondées». «C'est une stigmatisation de l'islam et des musulmans qui se dessine», affirme-t-elle.

«Double discours»

La lutte contre l'islamophobie, un vocable que les auteurs du rapport ne reprennent pas à leur compte, ne serait que le signe d'une «victimisation» et d'un «double discours, qui permet de gagner en respectabilité». Le voile, défini comme «l'un des marqueurs politiques des Frères musulmans en Europe», fait aussi l'objet d'un développement. Il est le signe, selon les auteurs, d'une «rigorisation de la pratique religieuse», avec une «explosion du nombre de jeunes filles portant une abaya et l'augmentation massive et visible de petites filles portant le voile».

A cet égard, l'ancien Premier ministre Gabriel Attal, secrétaire général du parti Renaissance et déjà à l'origine de l'interdiction de l'abaya à l'école, a proposé mardi d'interdire le port du voile dans l'espace public pour les mineures de moins de quinze ans. Quant à Bruno Retailleau, il a proclamé mercredi lors des questions au gouvernement au Sénat sa «ferme intention de combattre le frérisme et l'entrisme», notamment via «une stratégie de sensibilisation informationnelle du grand public», et une formation des «fonctionnaires et des élus». De quoi interroger Franck Frégosi: «Je me demande si la dénonciation des Frères musulmans ou de l'entrisme n'est pas un prétexte pour faire le procès de la visibilité de l'islam en France.»•

«La priorité de la mouvance est recentrée sur le culte. Il n'y a pas d'agenda caché pour instaurer un califat en Europe.» Franck Frégosi directeur de recherches au CNRS